

SECRETARIAT GENERAL

AGENCE GENERALE
DE RECRUTEMENT DE L'ETAT

DIRECTION DE L'ORGANISATION
DES CONCOURS

Ouagadougou, le 09 MARS 2026

N° 26-00073 /MSP/SG/AGRE/DOC

LE MINISTRE DES SERVITEURS DU PEUPLE

COMMUNIQUE

Le public burkinabè est informé de l'ouverture par arrêté n° 2026-0778/MSP/SG/AGRE/DOC du 09/03/2026 de concours professionnels pour le recrutement de **vingt (20) élèves Conseillers d'Administration Scolaire et Universitaire (CASU)** et de **quinze (15) élèves Conseillers d'Intendance Scolaire et Universitaire (CISU)**, à former à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM), au profit des Ministères et Institutions, dans les centres de Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Koudougou, Fada N'Gourma, Dédougou, Tenkodogo, Ouahigouya, Kaya, Dori, Gaoua, Manga, Ziniaré et Banfora, **session de 2026**.

A. CONDITIONS DE CANDIDATURE

Peuvent prendre part :

1°/- Au concours des Conseillers d'Administration Scolaire et Universitaire :

- les Attachés d'Administration Scolaire et Universitaire (AASU) en activité exerçant ou en détachement, âgés de **quarante-sept (47) ans au plus au 31 décembre 2026**, justifiant d'une ancienneté d'au moins cinq (05) ans dans l'Administration publique dont trois (03) ans d'exercice effectif des attributions de l'emploi au 31 décembre 2026 ;
- les Attachés d'Intendance Scolaire et Universitaire, les Educateurs de la Petite Enfance, les Professeurs des Ecoles et les Attachés d'Education, en activité exerçant ou en détachement, âgés de **quarante-sept (47) ans au plus au 31 décembre 2026**, justifiant d'une ancienneté d'au moins cinq (05) ans dans l'Administration publique dont trois (03) ans d'exercice effectif des attributions de l'emploi au 31 décembre 2026, et titulaires de la **Licence ou de tout autre diplôme reconnu équivalent**.

2°/- Au concours des Conseillers d'Intendance Scolaire et Universitaire :

- les Attachés d'Intendance Scolaire et Universitaire (AISU), en activité exerçant ou en détachement, âgés de **quarante-sept (47) ans au plus au 31 décembre 2026**, justifiant d'une ancienneté d'au moins cinq (05) ans dans l'Administration publique dont trois (03) ans d'exercice effectif des attributions de l'emploi au 31 décembre 2026 ;
- les Attachés d'Administration Scolaire et Universitaire, les Educateurs de la Petite Enfance, les Professeurs des Ecoles et les Attachés d'Education, en activité exerçant ou en détachement, âgés de **quarante-sept (47) ans au plus au 31 décembre 2026**, justifiant d'une ancienneté d'au moins cinq (05) ans dans l'Administration publique dont trois (03) ans d'exercice effectif des attributions de l'emploi au 31 décembre 2026 ;

ans d'exercice effectif des attributions de l'emploi concerné au 31 décembre 2026 et titulaires de la **Licence ou de tout autre diplôme reconnu équivalent**.

Nonobstant la condition du diplôme de Licence ci-dessus, les candidats titulaires du diplôme de Maîtrise dans les filières ne délivrant pas de Licence peuvent postuler avec la Maîtrise, à titre exceptionnel, à condition que le candidat fournisse la preuve écrite de la non délivrance de la Licence par l'établissement.

Tout autre diplôme reconnu équivalent s'entend du diplôme reconnu équivalent au diplôme requis par arrêté conjoint délivré conformément au décret n° 97-301/PRES/PM/MFPDI/METSS/MCIA/MEF/MEBA/MESSRS du 16 juillet 1997 portant organisation et fonctionnement de la Commission Nationale des Equivalence des titres et diplômes.

La charge de la preuve de l'équivalence incombe au candidat. Aucune équivalence ne sera présumée ou admise sans la production, lors du dépôt du dossier physique, de l'arrête conjoint attestant de l'équivalent.

Les Educateurs de la Petite Enfance, les Professeurs des Ecoles admis au CAPECPE ou au CSAPé et les fonctionnaires d'Etat en disponibilité ou en position de stage ne sont pas autorisés à prendre part à ce concours.

Les fonctionnaires d'Etat de retour de stage de formation doivent justifier de trois (03) ans de service effectif au 31 décembre 2026 pour compter de la date de reclassement.

Tout contrevenant aux conditions de candidature s'expose à des sanctions conformément aux textes en vigueur.

B- INSCRIPTION SUR LA PLATEFORME

Les candidatures sont reçues en ligne exclusivement sur la plateforme e-concours d'inscription à l'adresse <https://www.econcours-pro.gov.bf> du 15 mars 2026 à 00h 00mn au 24 mars 2026 à 23h 59mn.

Le candidat reconnaît que la déclaration sur l'honneur qu'il effectue en ligne engage sa responsabilité pénale, civile et disciplinaire. Il s'engage à apporter, dans les délais prescrits, toutes les pièces justificatives nécessaires à la vérification de sa candidature.

Toute déclaration inexacte, toute production de faux documents, ou non conformes aux conditions de candidature ou toute rétention d'information sur l'irrégularité de sa propre situation rend la candidature irrecevable.

Aucun mérite tiré des épreuves du concours ne saurait couvrir ou régulariser une candidature non conforme.

En conséquence, tout candidat admissible au concours dont l'irrégularité de la candidature est découverte avant ou après la proclamation des résultats, sera déchu de son admissibilité sans préjudice des poursuites disciplinaire et/ou judiciaire qui pourraient être engagées à l'encontre du candidat auteur de la fausse déclaration, conformément aux dispositions en vigueur.

C- COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- une demande manuscrite revêtue d'un timbre fiscal de 200 Francs CFA, adressée à Monsieur le Ministre des Serviteurs du Peuple, datée et signée par le candidat et précisant son numéro matricule, ses catégorie et échelle, son emploi, son adresse dont le numéro de téléphone, et comportant les avis motivés du supérieur hiérarchique immédiat du candidat

et du Responsable chargé des Ressources Humaines du Ministère ou de l'Institution dont relève le candidat ;

- un extrait d'acte de naissance ou toute autre pièce en tenant lieu ;
- une attestation de service délivrée par le Responsable chargé des Ressources Humaines du Ministère ou de l'Institution dont relève le candidat certifiant qu'il remplit les conditions d'ancienneté de service, de catégorie et d'échelle ;
- une photocopie légalisée du (ou des) diplôme(s) exigé(s) ou de (s) l'attestation et de l'arrêté conjoint d'équivalence délivrée par l'autorité compétente, s'il y a lieu ;
- une photocopie de l'arrêté d'intégration ou de titularisation, de l'acte de reclassement ou de la décision d'engagement accompagnée du certificat de prise de service ;
- une copie de l'arrêté de détachement pour le candidat se trouvant dans cette position.

Tout dossier incomplet ou comportant des pièces non conformes à celles exigées n'est pas accepté. Le dossier sera traité tel que reçu.

Les candidats sont déclarés admissibles par ordre de mérite et leur admission ne sera définitive qu'après la validation de leurs dossiers physiques, dans la limite du nombre de postes à pourvoir et sous réserve d'un contrôle approfondi.

Les candidats admissibles ont dix (10) jours ouvrables, à compter de la date de publication du résultat d'admissibilité, pour déposer leurs dossiers physiques à la Direction des Ressources Humaines du Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales.

D- ADMINISTRATION DES EPREUVES

L'administration des épreuves peut se faire électroniquement sur une plateforme informatique ou sur table en cas de nécessité.

L'accès à la salle de composition est subordonné à la présentation physique du récépissé d'inscription et de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB) ou du passeport ayant servi à l'inscription.

Les candidats sont informés que les déclarations de perte de CNIB ou de Passeport ne sont pas acceptées.

Les épreuves consistent en un test de spécialité et un test de culture générale, administrés sous forme de Questions à Choix Multiples (QCM).

L'épreuve de spécialité est notée sur quarante (40) points et l'épreuve de culture générale sur vingt (20) points.

Toute note inférieure au cinquième (1/5) du nombre total des points est éliminatoire.

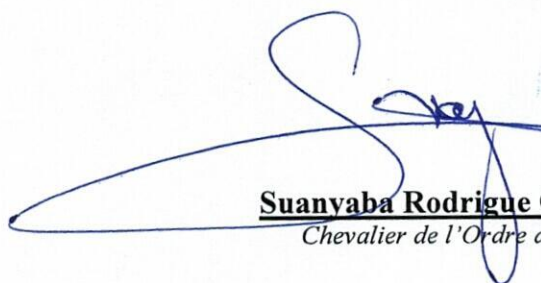
Les date, lieu et chronogramme d'administration des épreuves écrites seront précisés ultérieurement.

L'appel des candidats est fixé à **6 h 30 mn** le jour de l'administration des épreuves.

La durée de la formation est de **vingt-quatre (24) mois**.

Tout candidat admis qui ne se serait pas présenté à l'école de formation quinze (15) jours après la date de la rentrée sera déclaré défaillant et remplacé par un candidat de la liste d'attente suivant le classement par ordre de mérite.

Pour le Ministre et par délégation,
le Secrétaire général


Suanyaba Rodrigue OBOULBIGA
Chevalier de l'Ordre de l'Étalon

